



SENAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992

16 JUILLET 1992

Proposition de loi portant statut de la médecine de contrôle

(Déposée par M. Valkeniers et consorts)

DEVELOPPEMENTS

Une adaptation du statut de la médecine de contrôle, des médecins-contrôleurs et des organismes de contrôle s'impose. La médecine de contrôle, qui fait l'objet d'un grand nombre de dispositions légales et réglementaires, doit principalement répondre aux conditions de fiabilité suivantes: elle doit être pratiquée par des médecins possédant une formation et une expérience particulières et étant totalement indépendants des employeurs dont ils reçoivent leurs missions ainsi que des organismes de contrôle. Cela signifie que le médecin-contrôleur doit pouvoir communiquer ses conclusions sans subir de pressions, surtout pas d'ordre économique, visant à orienter son appréciation.

L'auteur de la présente proposition entend répondre à ces préoccupations. La qualité des actes médicaux doit être garantie, d'une part, par la formation complémentaire et l'expérience et, d'autre part, par l'agrément du médecin-contrôleur par une commission d'agrément indépendante, dans l'attente d'une autorisation devant être délivrée par le Ministre de l'Emploi et du Travail.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992

16 JULI 1992

Voorstel van wet houdende het statuut van de controlegeneeskunde

(Ingediend door de heer Valkeniers c.s.)

TOELICHTING

Een aangepast statuut inzake controlegeneeskunde, -artsen en -organisatie dringt zich op. De controlegeneeskunde vervat over tal van wettelijke en reglementaire bepalingen, moet in de eerste plaats aan de eis van degelijkheid beantwoorden. Zij moet uitgevoerd worden door artsen met een bijzondere scholing en ervaring, die volledig onafhankelijk staan tegenover de werkgevers, van wie ze opdrachten krijgen, alsmede ten opzichte van de controleorganisaties. Dit betekent dat de controlearts zijn bevindingen moet kunnen mededelen zonder onder welkdanige (in hoofdzaak economische) druk te staan om zijn oordeel in een bepaalde richting te sturen.

Dit wetsvoorstel wil aan deze bekommernissen tegemoetkomen. De degelijkheid van het medisch handelen moet enerzijds worden gewaarborgd op basis van de bijkomende scholing en ervaring, en anderzijds via de erkenning van de controlearts door een onafhankelijke erkenningscommissie, die uitmondt in een toelating, afgeleverd door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Le contrôle médical — au sens large du terme — ne peut donc être exercé que par des médecins agréés. En soi, l'agrément fournit déjà une certaine garantie d'indépendance, mais celle-ci doit être développée à l'égard des organismes de contrôle. Ces organismes doivent d'abord être agréés eux-mêmes. L'une des conditions de leur agrément, c'est qu'ils respectent l'indépendance des médecins-contrôleurs auxquels ils confient des contrôles médicaux. En cas de manquement à ce devoir de respect, leur agrément doit être retiré immédiatement. Il est précisé ensuite qu'en principe, le médecin-contrôleur ne peut être licencié que pour des motifs qui le concernent personnellement (par exemple, son inaptitude) ou des motifs liés à l'organisation de l'entreprise de contrôle. L'organisme de contrôle devra prouver que ces motifs existent vraiment et obtenir l'accord de la commission d'agrément.

Nous estimons que l'indépendance sera ainsi garantie au mieux. Divers éléments indiqueront clairement que nous nous sommes également inspirés de la loi du 28 décembre 1977 garantissant la protection des médecins du travail.

Actuellement, la majorité (selon les estimations, plus de 95 p.c.) des quelque 2 000 médecins-contrôleurs — tous des généralistes — exercent leur activité de contrôle à temps partiel. L'objectif n'est pas un exercice à temps plein de la médecine de contrôle, bien qu'un emploi à temps plein ne doive évidemment pas être exclu.

Il va de soi que la médecine de contrôle revêt également un intérêt économique, mais il ne s'agit assurément pas de l'aspect essentiel en l'espèce. Si nous nous basons sur les chiffres de l'emploi pour 1987 (c'est-à-dire 2 972 693 travailleurs) et évaluons à 2 000 francs par jour le coût en rémunérations et charges sociales (ce qui correspond à une basse estimation) pour une année de 250 jours de travail, un absentéisme de 1 p.c. entraîne, sur une base annuelle, une perte de 14,8 milliards de francs. Un absentéisme de 5 p.c. coûte, sur une base annuelle, 74 milliards de francs. L'opportunité d'un contrôle mérite donc d'être examinée de ce point de vue également.

Ces arguments constituent autant de raisons d'élaborer un statut à part entière du médecin-contrôleur, statut qui sera bénéfique aux employeurs comme aux travailleurs, et donc à l'ensemble de la collectivité.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

I. Champ d'application

En vertu de son article 1^{er}, la présente proposition de loi vise, d'une part, la médecine de contrôle et, d'autre part, les médecins-contrôleurs et les organismes de contrôle. Les contrôles en question sont des contrôles médicaux rendus obligatoires ou possibles en application d'une loi ou d'un règlement.

Geneeskundige controle — in de ruime zin van het woord — kan dus enkel door erkende geneesheren beoefend worden. Die erkenning weerspiegelt ook reeds een stuk garantie van onafhankelijkheid, die verder gewaarborgd moet zijn ten aanzien van controleorganisaties. Vooreerst moeten deze organisaties zelf een erkenning krijgen. Een van de voorwaarden daarbij is dat zij de onafhankelijkheid van de controleartsen, die zij met de medische controles belasten, zullen eerbiedigen. Indien dit niet gebeurt, moet hun erkenning onmiddellijk worden ingetrokken. Vervolgens wordt gesteld dat de controlearts in beginsel enkel kan worden ontslagen om redenen eigen aan hemzelf (zoals ongeschiktheid) of omwille van organisatorische redenen in hoofde van de controleonderneming. De controleorganisatie zal die redenen moeten bewijzen en bovendien de instemming ter zake van de erkenningscommissie moeten bekomen.

Op die wijze wordt o.i. een maximale onafhankelijkheid gewaarborgd. Uit een en ander zal duidelijk blijken dat wij ons ter zake ook laten inspireren hebben door de wet van 28 december 1977 tot bescherming van de arbeidsgeneesheren.

Op dit ogenblik zijn de meesten van de zowat 2 000 controleartsen (naar schatting meer dan 95 pct.) deeltijds en allen huisartsen. Het is niet de bedoeling de controlegeneeskunde voltijds uit te oefenen, alhoewel een voltijdse betrekking vanzelfsprekend tot de mogelijkheden behoort.

Controlegeneeskunde heeft uiteraard ook een economisch belang; nochtans primeert dit ter zake zeker niet. Wanneer we de tewerkstelling van 1987 als uitgangspunt nemen, (nl. 2 972 693 werknemers) en een kostprijs van 2 000 frank per dag aan loon en sociale lasten (wat aan de lage kant ligt) over een werkjaar van 250 dagen inschatten, komt een absentéisme van 1 pct. op jaarbasis overeen met een verlies van 14,8 miljard frank. Een absentéisme van 5 pct. komt op jaarbasis overeen met een kostprijs van 74 miljard frank. Controle verdient dus ook vanuit deze invalshoek aandacht.

Deze argumenten vormen even zovele redenen om een volwaardig statuut van controlearts uit te bouwen, dat zowel de werkgevers als de werknemers en meteen de ganse gemeenschap ten goede kan komen.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

I. Toepassingsgebied

Overeenkomstig artikel 1 slaat deze wet op de controlegeneeskunde, enerzijds, en op de controleartsen en de -organisaties, anderzijds. Het gaat om medische controles, die bij wet of reglement verplicht gesteld of mogelijk gemaakt worden.

L'article 2 définit une série de notions. Par « médecin-contrôleur », l'on entend le médecin délégué par un employeur pour vérifier la réalité de l'incapacité de travail d'un travailleur en application de l'article 31, § 2, (deuxième, troisième et quatrième alinéas, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. En effet, en application de l'article 31, le médecin-contrôleur vérifie la réalité de l'incapacité de travail, par suite de maladie ou d'accident, dont se prévaut le travailleur. Cela concerne tant les maladies et accidents de droit commun que les maladies professionnelles et accidents du travail.

Un examen de contrôle médical comprend une anamnèse et un examen clinique et, si nécessaire, des examens techniques, à condition qu'ils soient indispensables pour l'établissement du diagnostic et qu'ils ne soient ni dangereux ni douloureux.

Est aussi médecin-contrôleur le médecin qui effectue d'autres contrôles médicaux que ceux qui sont visés à l'article 31 de la loi du 3 juillet 1978, et ce en application d'une loi ou d'un règlement, comme en matière d'accidents du travail. Dans ce cas, le médecin-contrôleur vérifie, pour le compte de la compagnie d'assurances intéressée, si le travailleur est réellement victime d'une incapacité de travail par suite d'un accident du travail et détermine, si possible, la durée de cette incapacité. Il communique ses conclusions au médecin-conseil de la compagnie d'assurances. L'évaluation d'éventuelles séquelles, d'une invalidité, qu'elle soit totale et permanente ou temporaire, etc., reste toutefois de la compétence exclusive des médecins-conseils. D'autres missions de contrôle portent sur l'obtention d'avantages ou la suppression de certaines obligations, par exemple en cas d'assurances voyage ou vacances, d'assurances hospitalisation, etc. Il doit également être possible de contrôler le contenu des attestations délivrées dans ces cas. Comme il ressort de l'article 2, 3°, les contrôles médicaux qui ont déjà reçu une base légale, par exemple dans le cadre de l'O.N.Em. ou de l'assurance-maladie, ne sont pas visés en l'espèce. Les contrôles médicaux visés au 3° ne peuvent, eux aussi, être effectués que par des médecins-contrôleurs agréés. Il faut également garantir la fiabilité de ceux-ci ainsi que l'indépendance des médecins qui les effectuent.

Par organisme de contrôle au sens de l'article 2, 2°, l'on entend l'entreprise qui fait du contrôle médical à effectuer à la demande des employeurs une activité professionnelle et qui charge, dès lors, un ou plusieurs médecins de procéder à des contrôles à l'égard de travailleurs ayant fait état d'une incapacité de travail.

L'article 3 énonce explicitement le principe suivant lequel seuls les médecins agréés et les organismes de contrôle agréés peuvent exercer ou imposer des activités de contrôle. Cela signifie concrètement qu'un employeur ou toute autre instance ne peut s'adresser

Artikel 2 geeft een begripsomschrijving. Onder een « controlearts » wordt de geneesheer bedoeld, die door een werkgever gemachtigd wordt om, met toepassing van artikel 31, § 2, tweede tot vierde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, de arbeidsongeschiktheid van de werknemer na te gaan. Conform artikel 31 onderzoekt de controlearts inderdaad of de werknemer, die zich ten gevolge van ziekte of ongeval werkongeschikt verklaart, het werkelijk is. Het gaat daarbij zowel om ziekten en ongevallen van gemeen recht, als om arbeidsongevallen en beroepsziekten.

Een medisch controleonderzoek bestaat uit een anamnese, een klinisch onderzoek en, zo nodig, uit technische onderzoeken, voor zover deze laatste onontbeerlijk zijn voor de diagnose en niet gevaarlijk of pijnlijk zijn.

Controlearts is eveneens de geneesheer, die andere geneeskundige controles dan die bedoeld bij artikel 31 van de wet van 3 juli 1978, verricht, welke wettelijk of reglementair worden opgelegd, zoals inzake arbeidsongevallen. In zo'n geval onderzoekt de controlearts in opdracht van de betrokken verzekeringsmaatschappij, of de werknemer werkelijk arbeidsongeschikt is ten gevolge van een arbeidsongeval en bepaalt hij, zo mogelijk, de duur van deze arbeidsongeschiktheid. Hij deelt dit resultaat mede aan de raadsgeneesheer van de verzekeringsmaatschappij. De evaluatie van eventuele restletsels, van blijvend gehele of tijdelijke invaliditeit, e.a., blijven tot de uitsluitende bevoegdheid van de raadsgeneesheren behoren. Andere controleopdrachten hebben betrekking op het bekomen van voordelen, of op het opheffen van bepaalde verplichtingen, zoals b.v. bij reis- of verlofverzekeringen, hospitalisatieverzekeringen e.a. Ook deze attesten moeten inhoudelijk kunnen worden gecontroleerd. Overeenkomstig artikel 2, 3°, zijn de medische controles, die reeds een wettelijke grondslag hebben, zoals in het kader van de R.V.A. of de ziekteverzekering, niet bedoeld. Ook deze andere medische controles, bedoeld *sub* 3°, mogen enkel door erkende controleartsen worden uitgevoerd. Ook hier moeten degelijkheid en onafhankelijkheid gewaarborgd worden.

Onder controleorganisatie, omschreven in artikel 2, 2°, wordt de onderneming verstaan, die van de geneeskundige controle op aanvraag van de werkgever een beroepsactiviteit maakt en daarvoor een of meer geneesheren belast met controleactiviteiten ten aanzien van werknemers, die zich als arbeidsongeschikt hebben aangegeven.

Artikel 3 stelt duidelijk het beginsel dat enkel erkende geneesheren en erkende controleorganisaties controleactiviteiten kunnen uitvoeren of opleggen. Dit betekent *in concreto* dat een werkgever of een andere instantie zich slechts tot erkende

qu'à des médecins agréés, que seuls les médecins agréés peuvent exercer les activités visées à l'article 2 et que seuls des organismes de contrôle agréés peuvent charger des médecins agréés du contrôle de l'incapacité de travail des travailleurs salariés.

Ces médecins et ces organismes doivent obtenir une autorisation du Ministre de l'Emploi et du Travail délivrée sur l'avis conforme d'une commission d'agrément dont la composition est fixée à l'article 6. Les personnes qui exercent une activité de contrôle sans avoir obtenu l'autorisation requise seront punies conformément aux dispositions de l'article 12.

L'article 4 fixe les conditions d'obtention de l'autorisation d'exercer la profession de médecin contrôleur. Ces conditions n'appellent aucun commentaire.

En ce qui concerne la condition de détention d'un certificat universitaire de formation complémentaire en médecine de contrôle, l'article 13 dispose qu'elle ne pourra s'appliquer que lorsque les mesures d'exécution nécessaires en la matière auront été prises. Il s'agit manifestement d'une compétence communautarisée, puisque, depuis la modification de l'article 59*bis* de la Constitution, l'enseignement (y compris l'enseignement universitaire) relève de la compétence des Communautés.

L'article 4, § 2, dispose que si le médecin ne satisfait plus à l'une des conditions, l'autorisation lui est retirée sur l'avis conforme de la commission d'agrément après qu'il a été entendu. L'autorisation cesse bien sûr dès que le médecin est privé du droit de continuer à exercer l'art de guérir, par exemple en cas de suspension ou de radiation des tableaux par l'Ordre des médecins.

L'article 5 définit les conditions d'agrément des organismes de contrôle. Ces conditions doivent garantir une bonne direction de l'activité de contrôle. Il faudra notamment que l'organisme de contrôle se consacre exclusivement à cette activité. Comme pour l'agrément d'un service médical d'entreprise dans le cadre de la médecine du travail, la direction effective du service de médecine de contrôle devra être confiée à un médecin contrôleur agréé, ce qui signifie que l'engagement aura été pris de respecter l'indépendance des médecins contrôleurs. Si l'organisme de contrôle cesse de remplir une des conditions, l'autorisation lui est retirée, toujours sur l'avis conforme de la commission d'agrément, l'organisme de contrôle entendu. Les fonctionnaires visés à l'article 11 de la présente loi seront chargés de veiller au respect de ces conditions et prendront, le cas échéant, les initiatives nécessaires à l'engagement de la procédure de retrait de l'autorisation.

geneesheren kunnen richten; dat enkel erkende geneesheren de controleactiviteiten, bedoeld in artikel 2 kunnen uitoefenen en dat alleen erkende controleorganisaties erkende geneesheren met controle van arbeidsongeschiktheid van werknemers kunnen belasten.

Deze geneesheren en organisaties moeten een toelating bekomen van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, op eensluidend advies van een erkenningscommissie, waarvan de samenstelling in artikel 6 wordt vastgelegd. Personen, die een controleactiviteit uitoefenen zonder de vereiste toelating, worden bestraft, overeenkomstig het bepaalde in artikel 12.

Artikel 4 legt de voorwaarden vast om een toelating tot uitoefening van het beroep van controlearts te kunnen bekomen. Deze voorwaarden vergen geen toelichting.

Wat de vereiste inzake het houderschap van een academisch getuigschrift van bijkomende scholing inzake controlegeneeskunde betreft, wordt in artikel 13 gesteld dat deze voorwaarde enkel kan gelden, wanneer de ter zake nodige uitvoeringsmaatregelen genomen zijn. Een en ander is duidelijk een gecommunautariseerde bevoegdheid, vermits sinds de wijziging van artikel 59*bis* van de Grondwet het onderwijs (ook het academische) tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoort.

Artikel 4, § 2, bepaalt dat, zo de geneesheer niet langer aan één van de voorwaarden voldoet, de toelating ingetrokken wordt, de betrokken arts gehoord en op eensluidend advies van de erkenningscommissie. Vanzelfsprekend vervalt de toelating automatisch, wanneer de geneesheer het recht verbeurd verklaard is de geneeskunde nog verder uit te oefenen, zoals bij schorsing of schrapping van de lijsten door de Orde van Geneesheren.

Artikel 5 bevat de erkenningsvoorwaarden voor de controleorganisaties. Deze voorwaarden waarborgen een adequate leiding van de controleactiviteit. Daartoe dient de organisatie o.m. de controleactiviteit als een exclusieve activiteit voorop te stellen; conform de erkenning van een bedrijfsgeneeskundige dienst in het kader van de arbeidsgeneeskunde moet de daadwerkelijke leiding van de dienst controlegeneeskunde toevertrouwd worden aan een erkende controlearts, zodat de verbintenis aangegaan wordt dat de onafhankelijkheid van de controleartsen geëerbiedigd wordt. Voldoet de controleorganisatie niet langer aan één der voorwaarden, dan wordt de toelating ingetrokken, eens te meer op gelijkkluidend advies van de erkenningscommissie, de controleorganisatie gehoord. De ambtenaren, bedoeld in artikel 11 van deze wet, dienen mede over een en ander te waken en zullen desgevallend de nodige initiatieven nemen om de procedure tot intrekking van de toelating op gang te brengen.

L'article 6 règle la composition de la commission d'agrément. Selon la tradition, celle-ci est constituée de représentants de l'administration, des employeurs et des travailleurs ainsi que des associations professionnelles agréées des médecins-contrôleurs. La commission prend ses décisions à la majorité simple.

Conformément à l'article 7, la commission fournira au Ministre de l'Emploi et du Travail des avis sur l'opportunité d'autoriser l'agrément des médecins et des organismes de contrôle ainsi que — et ceci est évidemment capital pour l'indépendance du médecin-contrôleur — sur le licenciement éventuel d'un médecin-contrôleur par l'organisme de contrôle.

L'article 8 est un des articles charnières, parce qu'il règle les relations entre le médecin-contrôleur et l'organisme de contrôle. Pour prévenir tout malentendu, la nature des relations entre les parties devra être définie dans une convention écrite de durée indéterminée. La réponse à la question de savoir si cette convention est un contrat de travail ou un contrat d'entreprise dépendra de la nature des relations de fait entre les parties et du contenu de la convention même. Le lien de subordination sera évidemment un critère déterminant. Une période d'essai d'un an au plus peut être imposée. Cette condition doit être constatée par écrit pour être valable. En l'absence d'écrit, il n'y a pas de période d'essai et les règles relatives à la sécurité d'emploi sont immédiatement applicables. Il peut être mis fin à la période d'essai moyennant un préavis d'un mois notifié conformément aux dispositions de l'article 37, deuxième, troisième et quatrième alinéas, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. La procédure à appliquer est la procédure normale de préavis, par lettre recommandée à la poste.

Il est stipulé que toute clause de non-concurrence qui interdirait ou limiterait l'activité concurrente (loyale) du médecin-contrôleur après l'expiration de la convention passée avec l'organisme de contrôle, serait nulle et non avenue.

La possibilité pour l'organisme de contrôle de mettre fin unilatéralement au contrat est soumise, dans le but de garantir l'indépendance du médecin-contrôleur, à l'accord de la commission d'agrément. En outre, le contrat ne peut être résilié que pour des raisons personnelles concernant l'aptitude et la conduite du médecin-contrôleur ou pour le motif que le licenciement s'impose pour le bon fonctionnement de l'organisme de contrôle, dans le cadre, par exemple, d'une restructuration ou d'une réduction d'activité. La procédure prévoit que, avant de licencier, l'organisme de contrôle doit communiquer au médecin-contrôleur les motifs qui pourraient justifier son licenciement et qu'il doit les communiquer à la

Artikel 6 regelt de samenstelling van de erkenningscommissie. Traditioneel bestaat ze uit vertegenwoordigers van de administratie, van de werkgevers en van de werknemers alsmede van de erkende beroepsverenigingen van controleartsen. De commissie beslist met gewone meerderheid van stemmen.

Overeenkomstig artikel 7 zal de commissie de Minister van Tewerkstelling en Arbeid van advies dienen inzake de toelating tot erkenning van arts en controleorganisatie, en ook — en dit is vanzelfsprekend van het hoogste belang met het oog op de onafhankelijkheid van de controlearts — in verband met een mogelijk ontslag van een controlearts door de controleorganisatie.

Artikel 8 is een van de scharnierartikelen omdat het de verhouding tussen de controlearts en de controleorganisatie regelt. Ten einde elk misverstand te vermijden worden de verhoudingen tussen partijen vastgelegd in een schriftelijke overeenkomst van onbepaalde duur. Of dit contract als een arbeidsovereenkomst dan wel als een aannemingsovereenkomst wordt gekwalificeerd, zal afhangen van de feitelijke verhoudingen tussen partijen en de inhoud van de overeenkomst. Vanzelfsprekend zal het criterium ondergeschikt verband, richtinggevend zijn. Een proefperiode van maximum één jaar is mogelijk. Deze wordt als een essentiële voorwaarde voor de geldigheid schriftelijk vastgelegd. Zonder geschrift is er geen proefperiode en gelden onmiddellijk de regelen inzake vastheid van betrekking. De proef kan worden beëindigd, mits een opzeggingstermijn van één maand, waarvan kennis wordt gegeven overeenkomstig het bepaalde in artikel 37, tweede tot vierde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Het betreft de normale wijze van opzegging, bij aangetekend schrijven.

Duidelijk wordt gesteld dat niet-mededingingsbedingen, die de (eerlijke) concurrerende activiteit van de controlearts, na het einde van de overeenkomst met de controleorganisatie, zouden verbieden of eventueel aan banden leggen, nietig en dus onbestaande zijn.

De mogelijkheid dat de controleorganisatie de overeenkomst eenzijdig opzegt, wordt, met het oog op de onafhankelijkheid van de controlearts, afhankelijk gesteld van de instemming van de erkenningscommissie. De overeenkomst kan bovendien alleen worden beëindigd, wanneer er persoonlijke redenen bestaan, die verband houden met de geschiktheid en het gedrag van de controlearts, of wanneer een ontslag voortvloeit uit noodwendigheden inzake de werking van de controleorganisatie, zoals herstructurering, vermindering van activiteit, e.d. De procedure voorziet erin dat de controleorganisatie, vooraleer tot ontslag over te gaan, deze redenen, die het ontslag zouden kunnen rechtvaardigen aan de

commission d'agrément en cas de désaccord du médecin-contrôleur.

Comme cela a déjà été dit, l'organisme de contrôle ne peut procéder à un licenciement qu'avec l'accord de la commission d'agrément: son avis est donc obligatoire. Il est prévu, à titre de sanction, une indemnité égale à deux années de rémunération. Cette indemnité est calculée en fonction de la rémunération moyenne qui a été accordée au médecin-contrôleur durant les deux dernières années. Si le médecin-contrôleur ne compte pas encore deux années de service, la moyenne est évidemment calculée sur la base des mois de service effectif et éventuellement sur la base de ce qui est stipulé dans le contrat.

Si la commission d'agrément ne se prononce pas dans le délai fixé, l'organisme peut s'adresser à la justice. Une procédure similaire est prévue par la loi du 28 décembre 1977 garantissant la protection des médecins du travail.

La même indemnité est versée lorsque l'organisme de contrôle résilie le contrat pour des motifs graves non admis par le juge ou lorsque le médecin-contrôleur lui-même résilie le contrat pour des motifs graves admis par le juge.

II. Règlement des litiges

Dans cette deuxième partie sont examinés les litiges qui peuvent survenir entre le médecin-contrôleur et le médecin traitant. Au cas où la proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978, déposée antérieurement [doc. Sénat n° 411-1 (S.E. 1988), art. 10] serait adoptée, en particulier en ce qui concerne la suppression de l'obligation de produire un certificat médical en cas d'incapacité de travail, la présente proposition de loi devrait être adaptée en conséquence. En attendant, nous situons les choses dans le cadre actuel de l'article 31 de la loi précitée.

La procédure définie à l'article 9 se déroule comme suit.

Après l'examen, le médecin-contrôleur communique à l'employeur et au travailleur:

- soit qu'il n'y a pas d'incapacité de travail;
- soit qu'il y a une incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'un accident;
- soit qu'il y a une incapacité de travail ne résultant ni d'une maladie ni d'un accident.

Ce dernier type d'incapacité peut survenir notamment à la suite d'un accident sportif ou en cas de faute grave au sens de l'article 52, § 3, 1^o-2^o, de la loi du 3 juillet 1978.

controlearts dient mede te delen en aan de erkenningscommissie moeten doorgezonden worden, indien de controlearts met een en ander niet instemt.

Zoals gesteld, mag de controleorganisatie slechts overgaan tot ontslag indien de erkenningscommissie daarmee instemt: het gaat dus om een bindend advies. Als sanctie wordt een schadevergoeding, gelijk aan twee jaar beloning vooropgesteld. Deze wordt berekend met inachtneming van de gemiddelde beloning, die de controlearts de jongste twee jaar toegekend werd. Is de controlearts nog geen twee jaar in dienst, dan wordt het gemiddelde vanzelfsprekend berekend op basis van de effectieve dienstmaanden, eventueel op basis van wat in de overeenkomst was bepaald.

Indien de erkenningscommissie zich niet uitsprekt binnen de gestelde periode, mag de organisatie zich tot de rechterlijke macht wenden. Een gelijkaardige procedure vindt men terug in de wet van 28 december 1977 tot bescherming van de arbeidsgeneesheren.

Dezelfde vergoeding wordt uitbetaald, indien de controleorganisatie de overeenkomst verbreekt om dringende redenen en deze redenen door de rechter niet worden erkend of indien de controlearts de overeenkomst zelf verbreekt om dringende redenen en de rechter deze redenen wel erkent.

II. Geschillenregeling

In dit tweede deel worden de mogelijke geschillen tussen de controlearts en de behandelende geneesheer onderzocht. Indien mijn vroeger wetsvoorstel betreffende de wijziging van de wet van 3 juli 1978 [Gedr. St., nr. 411-1 (B.Z. 1988), art. 10] zou worden aangenomen, inzonderheid de afschaffing van de verplichting een medisch getuigschrift in te dienen bij arbeidsongeschiktheid, zou dit wetsvoorstel consequent moeten worden aangepast. Wij blijven voorlopig binnen het thans bestaande kader van artikel 31 van voornoemde wet.

De in artikel 9 geschetste procedure verloopt als volgt.

Na het onderzoek deelt de controlearts aan de werkgever en aan de werknemer mede dat er ofwel:

- geen arbeidsongeschiktheid is;
- arbeidsongeschiktheid is ten gevolge van ziekte of ongeval;
- arbeidsongeschiktheid is, maar niet ten gevolge van ziekte of ongeval.

Deze laatste formulering wordt gebruikt, bv. bij sportongeval of bij zware fout, zoals bedoeld in artikel 52, § 3, 1^o-2^o, van de wet van 3 juli 1978.

En cas d'incapacité de travail, le médecin-contrôleur communique également à l'employeur et au travailleur les dates de début et de fin de celle-ci ou leur fait savoir que la date exacte de reprise du travail ne peut pas encore être fixée.

La décision du médecin-contrôleur prend effet à la date du premier examen de contrôle; la décision ne peut rétroagir qu'en cas de fraude.

Le cas échéant, le médecin-contrôleur fait savoir au médecin du travail qu'un travailleur est définitivement inapte à effectuer les tâches convenues dans son contrat de travail.

Lorsque le médecin-contrôleur conteste l'attestation délivrée par le médecin traitant, il en informe le travailleur et lui fait immédiatement parvenir, sous pli fermé, une lettre destinée au médecin attestant. Dans cette lettre, il expose les motifs de la contestation et indique les dates et heures auxquelles un entretien personnel ou téléphonique pourra avoir lieu.

Si, au cours de cet entretien, les deux médecins parviennent à un accord, ils s'envoient mutuellement une confirmation écrite de celui-ci. Le médecin-contrôleur en informe l'employeur et le médecin traitant en informe le travailleur.

Cette décision commune reste valable, même si de nouvelles attestations sont délivrées par le même médecin traitant ou d'autres, à moins qu'il ne soit question d'une autre maladie ou d'un autre accident.

Si les deux médecins ne parviennent pas à un accord au cours de cet entretien, le médecin-contrôleur en informe l'employeur et le médecin traitant du travailleur. A partir du moment où les deux médecins déclarent ne pas pouvoir se mettre d'accord, le litige ne peut être réglé que par voie d'arbitrage, sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux.

La décision du médecin-arbitre a force obligatoire pour toutes les parties.

S'il ressort du contrôle médical d'un ou de plusieurs travailleurs que leurs absences résultent de facteurs liés à l'entreprise, comme la conduite indélicate d'un autre membre du personnel, le médecin-contrôleur en informe le médecin du travail par le biais d'un rapport général.

III. Dispositions transitoires et finales

Les médecins-contrôleurs qui justifient d'une expérience pratique régulière de cinq ans (article 10), pourront immédiatement obtenir l'autorisation d'exercer. L'inspection pourra évidemment vérifier la chose. Les articles 11 à 15 traitent

De controlearts deelt in geval van arbeidsongeschiktheid aan de werkgever en aan de werknemer eveneens mede ofwel dat er arbeidsongeschiktheid is van deze tot gene datum, ofwel dat een juiste datum van werkhervatting op een gegeven moment nog niet bepaald kan worden.

De beslissing van de controlearts geldt vanaf de datum waarop het eerste controleonderzoek werd uitgevoerd; de beslissing kan enkel terugwerkende kracht hebben ingeval van bedrog.

De controlearts deelt aan de arbeidsgeneesheer eventueel mede dat een werknemer blijvend ongeschikt is voor het werk dat in zijn arbeidsovereenkomst overeengekomen werd.

Indien de controlearts het attest van de behandelende geneesheer betwist, licht hij de werknemer hierover in en bezorgt hij hem onmiddellijk, onder gesloten omslag, een brief bestemd voor de attesterende geneesheer. In dit schrijven geeft hij de reden van de betwisting op, alsook data en uren waarop een persoonlijk of telefonisch onderhoud kan plaatshebben.

Komen beide geneesheren tijdens dit onderhoud tot een akkoord, dan zenden zij elkaar daarvan een schriftelijke bevestiging. De controlearts informeert hierover de werkgever, de behandelende geneesheer de werknemer.

Deze gezamenlijke beslissing blijft gelden, niettegenstaande nieuwe attesten van dezelfde of van andere behandelende geneesheren, tenzij het zou gaan om een andere ziekte of om een ander ongeval.

Komen beide geneesheren tijdens hun onderhoud niet tot een overeenkomst, dan deelt de controlearts dit mede aan de werkgever en aan de behandelende geneesheer van de werknemer. Vanaf het ogenblik dat beide geneesheren beslissen dat er geen akkoord kan bereikt worden, kan de betwisting enkel door een scheidsrechterlijke uitspraak beslecht worden, ongeacht de bevoegdheden van hoven en rechtbanken.

De uitspraak van de geneesheer-scheidsrechter is bindend voor alle partijen.

Indien uit de medische controle van een of meer werknemers blijkt dat het absentisme veroorzaakt wordt door ondernemingsgebonden factoren, zoals het eventueel driest optreden van een ander lid van het personeel, dan deelt de controlearts dit, in een algemeen verslag, mede aan de arbeidsgeneesheer.

III. Overgangs- en slotbepalingen

De controleartsen, die het bewijs leveren dat zij gedurende een periode van vijf jaar regelmatig praktijkervaring hebben opgedaan (artikel 10), kunnen onmiddellijk een toelating bekomen. De inspectie kan dit vanzelfsprekend controleren. De overige arti-

de la compétence en matière d'inspection, des sanctions pénales, de la suppression de l'article 32, § 2, dernier alinéa, de la loi du 3 juillet 1978 et de l'entrée en vigueur de la loi.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

CHAPITRE PREMIER

Champ d'application

Article premier

La présente loi organise la médecine de contrôle et est applicable aux médecins-contrôleurs et aux organismes de contrôle.

Art. 2

Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre :

1° par médecin-contrôleur : un médecin délégué par un employeur pour vérifier la réalité de l'incapacité de travail d'un travailleur salarié par suite de maladie ou d'accident, ou pour effectuer les contrôles visés au 3° du présent article;

2° par organisme de contrôle : une entreprise qui, à la demande d'un employeur, charge un ou plusieurs médecins de vérifier la réalité de l'incapacité de travail des travailleurs salariés par suite de maladie ou d'accident;

3° par autres contrôles médicaux : les contrôles médicaux prescrits par une loi ou par un règlement et qui ne font l'objet d'aucune réglementation spécifique légale. Ces contrôles ne peuvent être effectués que par des médecins-contrôleurs agréés.

CHAPITRE II

De la réglementation de la médecine de contrôle

Art. 3

Tout médecin-contrôleur et tout organisme de contrôle doit obtenir avant de pouvoir exercer la

kelen regelen de bevoegdheid van de inspectie, de strafsancties, de afschaffing van artikel 32, § 2, laatste lid, van de wet van 3 juli 1978 en de inwerking-treding van de wet.

Jozef VALKENIERS.

*
* *

VOORSTEL VAN WET

HOOFDSTUK I

Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze wet regelt de controlegeneeskunde, en is van toepassing op de controleartsen en de controleorganisaties.

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan :

1° onder controlearts : een geneesheer, die door een werkgever gemachtigd wordt de arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval van een werknemer te controleren, of die de controles, bedoeld *sub* 3° van dit artikel, te verrichten;

2° onder controleorganisatie : een onderneming, die op aanvraag van een werkgever een of meer geneesheren opdracht geeft de arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval van werknemers te controleren;

3° onder andere geneeskundige controles : de medische controles, die wettelijk of reglementair voorgeschreven zijn en zelf geen eigen wettelijke controlereglementering bevatten. Deze controles mogen enkel door erkende controleartsen uitgevoerd worden.

HOOFDSTUK II

Reglementering van de controlegeneeskunde

Art. 3

Elke controlearts en elke controleorganisatie moet voorafgaandelijk aan de uitoefening van controle-

médecine de contrôle une autorisation du Ministre de l'Emploi et du Travail, sous réserve de l'avis favorable de la commission d'agrément dont la composition est fixée à l'article 6 de la présente loi, sans préjudice des dispositions de l'article 10.

Art. 4

§ 1^{er}. Pour pouvoir agir en qualité de médecin-contrôleur, le médecin doit satisfaire aux conditions suivantes:

- a) être habilité à exercer l'art de guérir;
- b) être titulaire d'un certificat universitaire de formation complémentaire en médecine de contrôle;
- c) avoir cinq ans d'expérience en tant que médecin généraliste ou une expérience pratique comparable à celle-ci;
- d) suivre régulièrement des cours de formation complémentaire organisés par les universités, les milieux médicaux ou les associations professionnelles de médecins.

§ 2. Lorsqu'un médecin-contrôleur ne satisfait plus à une ou plusieurs des conditions de l'autorisation, le Ministre de l'Emploi et du Travail retire celle-ci sur l'avis conforme de la commission d'agrément, le médecin-contrôleur intéressé entendu.

Art. 5

§ 1^{er}. Pour pouvoir agir en tant qu'organisme de contrôle, l'entreprise doit satisfaire aux conditions suivantes:

- a) elle doit avoir été régulièrement constituée sous la forme d'une personne morale dont les statuts prévoient, à titre d'activité exclusive, la vérification de la réalité de l'incapacité de travail des travailleurs salariés par suite de maladie ou d'accident;
- b) elle doit confier la direction effective du service de médecine de contrôle à un médecin-contrôleur, qui exercera les fonctions de médecin-directeur et qui remplit les conditions fixées à l'article 4, § 1^{er}, de la présente loi;
- c) elle doit s'engager à respecter l'indépendance des médecins-contrôleurs ainsi que les règles de protection du secret professionnel;
- d) elle doit être affiliée à un secrétariat social agréé d'employeurs, lorsqu'elle est une personne morale étrangère n'ayant pas de siège en Belgique.

§ 2. Lorsqu'un organisme de contrôle ne satisfait plus à une ou plusieurs des conditions de l'autorisation, celle-ci est retirée par le Ministre de l'Emploi et du Travail, sur l'avis conforme de la commission d'agrément, l'organisme de contrôle intéressé entendu.

geneeskunde de toelating bekomen van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, onafgezien van het gunstig advies van de erkenningscommissie, waarvan de samenstelling bepaald is in artikel 6 van deze wet, onverminderd het bepaalde in artikel 10.

Art. 4

§ 1. Om als controlearts te kunnen optreden moet de geneesheer aan de volgende voorwaarden voldoen:

- a) gerechtigd zijn de geneeskunde uit te oefenen;
- b) houder zijn van een academisch getuigschrift van bijkomende scholing inzake controle-geneeskunde;
- c) vijf jaar ervaring hebben als huisarts of een daarmee vergelijkbare praktijk;
- d) regelmatig bijscholing volgen, die door de universiteiten, geneesherenkringen of beroepsverenigingen wordt ingericht.

§ 2. Wanneer een controlearts aan een of meer toelatingsvoorwaarden niet meer voldoet, wordt de toelating door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid ingetrokken op eensluidend advies van de erkenningscommissie en na de betrokken controlearts te hebben gehoord.

Art. 5

§ 1. Om als controleorganisatie te kunnen optreden, dient de onderneming aan de volgende voorwaarden te voldoen:

- a) regelmatig zijn opgericht in de vorm van een rechtspersoon, waarvan de statuten voorzien in de controle van de arbeidsongeschiktheid omwille van ziekte of ongeval van werknemers, als exclusieve activiteit;
- b) de daadwerkelijke leiding van de dienst controle-geneeskunde toevertrouwen aan een controlearts, die er de functie van geneesheer-directeur zal waarnemen en die voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 4, § 1, van deze wet;
- c) zich ertoe verbinden de onafhankelijkheid van de controleartsen, alsmede de regelen van het beroepsgeheim na te leven;
- d) aangesloten zijn bij een erkend sociaal secretariaat van werkgevers, wanneer het gaat om een buitenlandse rechtspersoon, die in België geen zetel heeft.

§ 2. Wanneer een controleorganisatie aan een of meer toelatingsvoorwaarden niet meer voldoet, wordt de toelating door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid ingetrokken op eensluidend advies van de erkenningscommissie en na de betrokken controleorganisatie te hebben gehoord.

Art. 6

La commission d'agrément est composée :

1^o du directeur général de l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail, qui en assume la présidence;

2^o de trois membres proposés par les organisations représentatives des employeurs;

3^o de trois membres proposés par les organisations représentatives des travailleurs;

4^o de trois membres médecins-contrôleurs proposés par les associations professionnelles agréées des médecins-contrôleurs;

5^o d'un médecin appartenant à l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail, désigné par le Ministre de l'Emploi et du Travail;

6^o d'un fonctionnaire attaché à l'Administration de l'hygiène publique, désigné par le Ministre de la Santé publique;

7^o d'un fonctionnaire, siégeant sans voix délibérative, désigné par le président et assurant le secrétariat.

Les membres visés aux 2^o, 3^o et 4^o sont nommés par le Ministre de l'Emploi et du Travail sur des listes doubles présentées par les organismes concernés. Un suppléant est désigné, selon la même procédure, pour chacun de ces membres. La durée de leur mandat est de quatre ans et ce mandat est renouvelable. La commission prend ses décisions à la majorité simple des membres présents.

Art. 7

La commission d'agrément donne au Ministre de l'Emploi et du Travail des avis concernant les autorisations visées aux articles 3, 4 et 5 de la présente loi et concernant le licenciement visé à l'article 8 de celle-ci.

Art. 8

§ 1^{er}. Le contrat conclu entre un organisme de contrôle et un médecin-contrôleur pour l'exercice de la médecine de contrôle, doit être constaté par écrit et conclu pour une durée indéterminée. Ce contrat peut prévoir une période d'essai d'un an au plus. Il peut être mis fin à la période d'essai moyennant un préavis d'un mois. Ce préavis doit être donné conformément à l'article 37, deuxième, troisième et quatrième alinéas, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. Toute clause de non-concurrence concernant l'exercice d'une activité de contrôle après la fin du contrat, est nulle.

L'organisme de contrôle ne peut résilier le contrat que sur l'avis conforme de la commission d'agrément.

Art. 6

De erkenningscommissie is samengesteld uit :

1^o de directeur-generaal van de Administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde, die het voorzitterschap waarneemt;

2^o drie leden, voorgedragen door de representatieve werkgeversorganisaties;

3^o drie leden, voorgedragen door de representatieve werknemersorganisaties;

4^o drie leden-controleartsen, voorgedragen door de erkende beroepsverenigingen van controleartsen;

5^o één arts, verbonden aan de Administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde, aangewezen door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid;

6^o één ambtenaar, verbonden aan het Bestuur van de volksgezondheid, aangewezen door de Minister van Volksgezondheid;

7^o één ambtenaar, zonder stemrecht, aangewezen door de Voorzitter, die het secretariaat waarneemt.

De leden *sub* 2^o tot en met 4^o worden benoemd door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid op voorlegging door bedoelde organisaties van dubbele voordrachtlijsten. Voor elk van deze leden wordt volgens dezelfde procedure een plaatsvervanger aangewezen. Hun mandaat duurt vier jaar en kan worden hernieuwd. De commissie beslist met gewone meerderheid van de aanwezige leden.

Art. 7

De erkenningscommissie adviseert de Minister van Tewerkstelling en Arbeid inzake de toelatingen, bedoeld in de artikelen 3 tot 5, en inzake het ontslag, bedoeld in artikel 8 van deze wet.

Art. 8

§ 1. De overeenkomst tussen een controleorganisatie en een controlearts betreffende de uitoefening van controlegeneeskunde dient schriftelijk te worden gesteld en geldt voor onbepaalde tijd. Deze overeenkomst kan een proefperiode bevatten van maximum één jaar. De proef kan worden beëindigd mits inachtneming van een opzeggingstermijn van één maand. Die opzegging dient gegeven overeenkomstig artikel 37, tweede tot vierde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Een niet-concurrentieclausule, die betrekking heeft op controleactiviteit na het einde van de overeenkomst, is nietig.

De overeenkomst kan door de controleorganisatie alleen worden beëindigd mits eensluidend advies van de erkenningscommissie.

§ 2. Le contrat ne peut être résilié par l'organisme de contrôle que pour des motifs graves ou des motifs qui concernent l'aptitude ou la conduite du médecin-contrôleur ou ont trait à la nécessité de fonctionnement efficace de l'organisme de contrôle. En cas de résiliation du contrat, les dispositions de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail sont applicables. L'organisme de contrôle qui se propose de résilier le contrat d'un médecin-contrôleur est tenu de communiquer par écrit à celui-ci les motifs qu'il invoque et la preuve de l'existence de ces motifs, sauf s'il s'agit de motifs graves.

Si le médecin-contrôleur s'oppose à la résiliation de son contrat, l'organisme de contrôle est tenu d'informer par écrit la commission d'agrément en lui communiquant les motifs et la preuve de l'existence de ceux-ci, dont copie est adressée au médecin-contrôleur, pour demander l'accord écrit de la commission d'agrément sur la résiliation du contrat.

Si la commission d'agrément ne s'est pas prononcée dans les deux mois de la demande de l'organisme de contrôle tendant à obtenir un accord sur le licenciement, ledit organisme peut introduire une telle demande auprès du tribunal du travail ou du tribunal de première instance. Ceux-ci ne tiennent compte que des motifs qui ont été notifiés par écrit au médecin-contrôleur.

§ 3. L'organisme de contrôle qui a résilié le contrat d'un médecin-contrôleur sans l'accord de la commission d'agrément ou du tribunal ou qui l'a résilié pour des motifs graves qui n'ont pas été admis par le tribunal, est tenu de payer au médecin-contrôleur une indemnité égale à la rémunération normale ou aux honoraires normaux d'une période de deux ans et calculée sur la base de la rémunération ou des honoraires des vingt-quatre mois précédents, sans préjudice du droit à un préavis ou à une indemnité de congé et à tous autres dommages et intérêts pour préjudice matériel ou moral. Cette indemnité doit également être payée si le médecin-contrôleur a résilié lui-même le contrat pour motifs graves et que ces motifs sont admis par le tribunal compétent.

CHAPITRE III

Du règlement des litiges

Art. 9

§ 1^{er}. Le médecin-contrôleur confirme ou conteste l'avis du médecin traitant. Dans les deux cas, il remet

§ 2. De overeenkomst kan door de controleorganisatie alleen worden beëindigd om dringende redenen of wanneer er redenen zijn, die verband houden met de geschiktheid of het gedrag van de controlearts of die berusten op de noodwendigheden inzake de werking van de controleorganisatie. In geval van beëindiging van de overeenkomst geldt ter zake het bepaalde in artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de individuele arbeidsovereenkomsten. Een controleorganisatie, die het voornemen heeft de overeenkomst met een controlearts te beëindigen is verplicht, met uitzondering van verbreking ervan om dringende redenen, aan de betrokken controlearts schriftelijk de redenen van de beëindiging van de overeenkomst en het bewijs van die redenen mede te delen.

Indien de controlearts met de beëindiging niet instemt moet de controleorganisatie de erkenningscommissie schriftelijk op de hoogte brengen met mededeling van de redenen en het bewijs ervan, waarvan afschrift aan de controlearts, om de schriftelijke instemming van de erkenningscommissie met de beëindiging van de overeenkomst aan te vragen.

Indien de erkenningscommissie binnen een termijn van twee maanden, volgend op de aanvraag tot instemming van de controleorganisatie, geen beslissing ter zake heeft genomen, kan de controleorganisatie een verzoek richten tot de arbeidsrechtbank of tot de rechtbank van eerste aanleg ten einde instemming met het ontslag te bekomen. Daartoe komen enkel de redenen, die aan de controlearts schriftelijk werden betekend, in aanmerking.

§ 3. Een controleorganisatie, die aan de overeenkomst van een controlearts een einde maakt zonder de instemming van de erkenningscommissie of van de rechtbank te hebben bekomen, of die de overeenkomst verbroken heeft om dringende redenen, die door de rechtbank niet worden weerhouden, is aan de controlearts een vergoeding verschuldigd ten bedrage van het normale loon of het normale honorarium over een tijdvak van twee jaar, berekend naar het loon of het honorarium van de vierentwintig voorafgaande maanden, onverminderd het recht op een opzeggingstermijn of -vergoeding en elke andere vergoeding van materiële of morele schade. Deze schadevergoeding moet eveneens betaald worden, indien de controlearts de overeenkomst zelf heeft beëindigd om dringende redenen en deze redenen door de bevoegde rechtbank worden erkend.

HOOFDSTUK III

Geschillenregeling

Art. 9

§ 1. De controlearts bevestigt of betwist het advies van de behandelende geneesheer. In beide gevallen

au travailleur une attestation écrite à ce sujet. Il informe l'employeur que le travailleur est soit apte au travail, soit inapte au travail par suite d'une maladie ou d'un accident, soit inapte au travail pour un autre motif. Il indique la durée éventuelle de l'incapacité de travail en communiquant les dates du début et de la fin de celle-ci, ou stipule que la date précise de reprise du travail ne peut pas être fixée. Le cas échéant, le médecin-contrôleur fait savoir au médecin du travail compétent que le travailleur est définitivement inapte à effectuer le travail convenu. Si le médecin-contrôleur conclut que l'absence du travailleur résulte de facteurs liés à l'entreprise, il en informe le médecin du travail compétent, par le biais d'un rapport général. Toutes autres constatations sont couvertes par le secret médical.

La décision du médecin-contrôleur prend effet à la date à laquelle l'examen de contrôle a été effectué; en cas de fraude, la décision rétroagit au premier jour de l'incapacité de travail.

§ 2. En cas de désaccord du travailleur sur la décision du médecin-contrôleur, il en est fait mention sur le document visé au § 1^{er} qui est remis au travailleur. En outre, le médecin-contrôleur prend immédiatement contact avec le médecin traitant. Il lui fait également parvenir un rapport écrit, sous pli fermé. Ce rapport contient les conclusions du médecin-contrôleur au sujet de l'incapacité de travail, de sa durée éventuelle et de son motif, trois noms de médecins-experts avec leurs adresse et numéro de téléphone, ainsi que les jours et heures auxquels il est possible d'entrer en contact avec le médecin-contrôleur. Le travailleur remet immédiatement ce rapport à son médecin traitant, qui prend au plus tôt contact avec le médecin-contrôleur.

Si les deux médecins parviennent à un accord, ils s'envoient mutuellement une confirmation écrite de celui-ci. En outre, le médecin-contrôleur en informe immédiatement l'employeur et le médecin traitant en informe immédiatement le travailleur.

Sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux, les litiges d'ordre médical survenant entre le médecin du travailleur et le médecin délégué et rémunéré par l'employeur peuvent être réglés par voie d'arbitrage.

Cette procédure se déroule comme suit: si les deux médecins maintiennent leur avis, ils désignent immédiatement, d'un commun accord, un médecin-expert. Le médecin-expert est informé sans délai de sa désignation par le médecin-contrôleur, à moins que l'employeur ou le travailleur n'estime qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la procédure.

overhandigt hij de werknemer hiervan een schriftelijk bewijs. Hij deelt aan de werkgever mede of de werknemer ofwel arbeidsgeschikt is, ofwel arbeidsongeschikt is ten gevolge van ziekte of ongeval, ofwel arbeidsongeschikt is niet ten gevolge van ziekte of ongeval. In verband met de eventuele duur van arbeidsongeschiktheid deelt hij de duur mede met aanduiding van de data (tot en met) of geeft hij aan dat een juiste datum van werkherhervatting niet kan worden bepaald. Aan de bevoegde arbeidsgeneesheer deelt de controlearts eventueel mede dat de werknemer blijvend ongeschikt is voor het overeengekomen werk. Indien de controlearts tot de bevinding komt dat de afwezigheid van de werknemer veroorzaakt wordt door ondernemingsgebonden factoren, deelt hij dit, in een algemeen verslag, mede aan de bevoegde arbeidsgeneesheer. Alle andere vaststellingen vallen onder het beroepsgeheim.

De beslissing van de controlearts geldt vanaf de datum waarop het controleonderzoek werd uitgevoerd; in geval van bedrog heeft de beslissing een terugwerkende kracht tot en met de eerste dag van de arbeidsongeschiktheid.

§ 2. Indien de werknemer niet akkoord gaat met het oordeel van de controlearts, wordt hiervan melding gemaakt op het in § 1 vermelde geschrift, dat aan de werknemer wordt overhandigd. Bovendien neemt de controlearts onmiddellijk contact op met de behandelende geneesheer. Hij laat hem eveneens een schriftelijk verslag, onder gesloten omslag, geworden. Dit verslag bevat de bevindingen van de controlearts betreffende de arbeidsongeschiktheid, de eventuele duur en de reden hiervan, drie namen met adres en telefoonnummer van geneesheren-deskundigen en de dagen en uren, waarop de controlearts te bereiken is. De werknemer overhandigt dit verslag onmiddellijk aan zijn behandelende geneesheer, die met gerade spoed contact opneemt met de controlearts.

Indien beide geneesheren tot een vergelijk komen, sturen zij elkaar hiervan een schriftelijke bevestiging. Bovendien brengen de controlearts de werkgever en de behandelende geneesheer de werknemer hiervan onmiddellijk op de hoogte.

Onverminderd de bevoegdheid van hoven en rechtbanken kunnen de geschillen van medische aard, welke rijzen tussen de geneesheer van de werknemer en de door de werkgever gemachtigde en betaalde geneesheer, bij wijze van scheidsrechterlijke procedure worden beslecht.

Deze procedure verloopt als volgt: indien beide geneesheren bij hun standpunt blijven wordt in onderling overleg onmiddellijk een geneesheer-deskundige aangeduid. De geneesheer-deskundige wordt onmiddellijk in kennis gesteld van zijn aanwijzing door de controlearts, tenzij de werkgever of de werknemer van oordeel zijn dat de procedure niet voortgezet moet worden.

Le médecin-expert est choisi parmi des personnes indépendantes des parties intéressées. En cas de désaccord sur la désignation d'un médecin-expert, la partie la plus diligente choisit un médecin sur la liste établie à cet effet par l'Office national de l'emploi.

Le médecin-expert procède à l'examen médical requis et fait immédiatement connaître par écrit, au médecin-contrôleur et au médecin traitant ainsi qu'à l'employeur et au travailleur, sa décision concernant l'incapacité de travail, de même que la durée éventuelle de celle-ci, conformément à l'article 9, § 1^{er}, de la présente loi; toutes autres constatations sont couvertes par le secret médical. Les données médicales relatives à sa décision finale sont communiquées au médecin traitant et au médecin-contrôleur.

Les frais de la procédure, fixés forfaitairement selon les tarifs en vigueur pour les médecins désignés par l'Office national de l'emploi, sont à la charge de la partie succombante.

CHAPITRE IV

Dispositions transitoires et finales

Art. 10

Obtiennent l'autorisation d'exercer la médecine de contrôle, sur simple demande adressée au Ministre de l'Emploi et du Travail, les médecins-contrôleurs qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, possèdent une expérience pratique régulière de cinq ans en tant que médecin-contrôleur.

Art. 11

Les fonctionnaires désignés à cet effet surveillent l'exécution de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Les fonctionnaires désignés peuvent, dans l'exercice de leur mission:

1^o pénétrer librement, à toute heure du jour, dans les locaux des organismes de contrôle;

2^o recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions légales et réglementaires sont effectivement observées;

3^o donner des avertissements, fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle et dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

De geneesheer-deskundige wordt aangeduid onder personen, die onafhankelijk zijn van partijen. Indien geen overeenstemming kan worden bereikt over de aanduiding van een geneesheer-deskundige, wordt door de meest gereede partij een geneesheer gekozen op de lijst, die daartoe door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening wordt opgesteld.

De geneesheer-deskundige voert het gevraagd medisch onderzoek uit en brengt onmiddellijk de controlerende en de behandelende geneesheer, alsmede de werkgever en de werknemer schriftelijk op de hoogte van zijn beslissing betreffende de arbeidsongeschiktheid, met de eventuele duur, zoals bepaald in artikel 9, § 1 van deze wet; alle andere vaststellingen vallen onder het beroepsgeheim. Aan de behandelende geneesheer, evenals aan de controlearts, worden de medische gegevens van zijn eindbeslissing medegedeeld.

De kosten van de procedure, die forfaitair worden vastgelegd volgens de tarieven, die van toepassing zijn voor de door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening aangewezen geneesheren, vallen ten laste van de verliezende partij.

HOOFDSTUK IV

Overgangs- en slotbepalingen

Art. 10

Bekomen een toelating tot het uitoefenen van controlegeneeskunde op eenvoudige aanvraag bij de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, de controleartsen, die op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet vijf jaar regelmatige praktijkervaring als controlearts hebben.

Art. 11

De daartoe aangewezen ambtenaren houden toezicht op de uitvoering van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten.

De aangewezen ambtenaren mogen bij de uitoefening van hun opdracht:

1^o op elk uur van de dag vrij binnentreden in de lokalen van de controleorganisaties;

2^o alle inlichtingen inwinnen, die zij nodig achten om er zich van te vergewissen dat de wets- en reglementaire bepalingen werkelijk worden nageleefd;

3^o waarschuwingen geven, voor de overtreder een termijn bepalen om in orde te zijn en processen-verbaal opmaken, die bewijskracht hebben tot het bewijs van het tegendeel.

Une copie du procès-verbal doit être envoyée au contrevenant dans les sept jours de la constatation de l'infraction, à peine de nullité.

Art. 12

§ 1^{er}. Est punie d'une amende de 26 francs, toute personne coupable d'infraction aux dispositions de l'article 3 et faisant obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi.

§ 2. L'employeur est civilement responsable des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés.

§ 3. L'action publique résultant d'une infraction à l'article 3 de la présente loi, se prescrit par trois ans à compter du fait qui a donné naissance à l'action.

Art. 13

§ 1^{er}. La présente loi entre en vigueur un an après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 1^{er}, 2, 6, 7 et 10, qui entrent immédiatement en vigueur.

§ 2. L'article 4, § 1^{er}, 2^o, entre en vigueur dès que les mesures d'exécution nécessaires en la matière ont été prises.

Art. 14

L'article 39, § 2, dernier alinéa, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail est abrogé.

Op straffe van nietigheid moet aan de overtreder, binnen zeven dagen na de vaststelling van de overtreding, een afschrift van het proces-verbaal worden gestuurd.

Art. 12

§ 1. Met geldboete van 26 frank worden gestraft de personen, die de bepaling van artikel 3 overtreden en die het krachtens deze wet georganiseerde toezicht verhinderen.

§ 2. De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers worden veroordeeld.

§ 3. De publieke rechtsvordering wegens overtreding van artikel 3 van deze wet verjaart na verloop van drie jaren na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

Art. 13

§ 1. Deze wet treedt in werking één jaar na de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 1, 2, 6, 7 en 10, die onmiddellijk in werking treden.

§ 2. Artikel 4, § 1, 2^o, treedt in werking wanneer de ter zake nodige uitvoeringsmaatregelen genomen zijn.

Art. 14

Artikel 39, § 2, laatste lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de individuele arbeidsovereenkomsten, wordt opgeheven.

Jozef VALKENIERS.
Georges ANTHUENIS.
Laurent APPELTANS.